



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/81
6 décembre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SEPTIEME SESSION

Rapport de M. Ioan Maxim, président de la quarante-septième session
de la Sous-Commission, établi conformément au paragraphe 13 de la
résolution 1995/26 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Introduction	1 - 4	2
I. ORDRE DU JOUR DE LA SOUS-COMMISSION ET POINTS MARQUANTS DE LA SESSION	5 - 15	2
II. DECISIONS PRISES PAR LA SOUS-COMMISSION CONCERNANT SES METHODES DE TRAVAIL	16 - 18	4
III. METHODES DE TRAVAIL CONCERNANT LE POINT DE L'ORDRE DU JOUR RELATIF AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME	19 - 20	4
IV. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX SURVENUS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	21 - 28	5
V. RAPPORT DU PRESIDENT DE LA CINQUANTE ET UNIEME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME .	29 - 32	6
VI. RAPPORTS ET ETUDES	33 - 35	7
VII. RESOLUTIONS ET DECISIONS	36 - 38	8
VIII. QUESTIONS DIVERSES	39 - 43	9

Introduction

1. Dans sa résolution 1995/26 du 3 mars 1995, intitulée "Travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités", la Commission des droits de l'homme, ayant exprimé sa satisfaction à la Sous-Commission pour sa contribution positive à la promotion et à la protection des droits de l'homme et ayant noté avec satisfaction l'esprit de coopération qui régnait entre les deux organes ainsi que le dialogue suivi qui s'était instauré entre eux, a notamment réaffirmé que la meilleure façon pour la Sous-Commission de seconder la Commission des droits de l'homme était de lui soumettre des recommandations fondées sur les différentes opinions et optiques d'experts indépendants, qui devraient être dûment reflétées dans les rapports de la Sous-Commission ainsi que dans les études techniques effectuées sous ses auspices. Elle a encouragé la Sous-Commission à continuer d'examiner la possibilité d'apporter à son ordre du jour et à ses méthodes de travail toutes réformes de nature à accroître l'efficacité de ses travaux, à renforcer la coordination avec les autres organes et mécanismes agissant dans le domaine des droits de l'homme et à améliorer la diffusion des résultats de ses travaux.

2. La Commission a réaffirmé que l'une des tâches de la Sous-Commission était d'examiner de manière approfondie les informations concernant les allégations de violation des droits de l'homme et de présenter les résultats de son examen à la Commission. Elle l'a invitée à nouveau à continuer de prêter dûment attention aux faits nouveaux dans le domaine des droits de l'homme.

3. Au paragraphe 13 de la résolution, la Commission a décidé d'inviter le Président de la quarante-septième session de la Sous-Commission à faire rapport à la Commission, lors de sa cinquante-deuxième session, sur les aspects importants des travaux de la Sous-Commission.

4. Conformément à cette demande, le Président de la Sous-Commission soumet le présent rapport succinct à la Commission. Il donnera, au besoin, davantage de détails sur les différents aspects des travaux de la quarante-septième session de la Sous-Commission dans l'allocution qu'il prononcera à la cinquante-deuxième session de la Commission. La Commission est saisie du rapport de la Sous-Commission sur sa quarante-septième session qui porte la cote E/CN.4/1996/2-E/CN.4/Sub.2/1995/51.

I. ORDRE DU JOUR DE LA SOUS-COMMISSION ET POINTS MARQUANTS DE LA SESSION

5. L'ordre du jour de la quarante-septième session de la Sous-Commission comportait 23 points (voir annexe I au rapport de la Sous-Commission). Un nouveau point intitulé "Le cinquantième anniversaire de l'ONU et la Sous-Commission" y a été ajouté (décision 1995/102).

6. L'examen du point 12 de l'ordre du jour provisoire, intitulé "Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique", a été renvoyé à la quarante-huitième session de la Sous-Commission (décision 1995/101).

7. Dans sa résolution 1995/26, la Sous-Commission a décidé d'examiner la question des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin au titre de chacun des points de son ordre du jour, ainsi que dans toutes les études pertinentes entreprises par la Sous-Commission.

8. En examinant les différents points de son ordre du jour, la Sous-Commission a tenu compte du caractère complémentaire de ses travaux par rapport à ceux de la Commission des droits de l'homme et s'est efforcée d'apporter sa contribution en tant qu'organe d'experts. Elle a beaucoup travaillé dans le domaine de la prévention de la discrimination et de l'intolérance, de la protection des groupes vulnérables, de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et du respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice. Elle a étudié la situation des droits de l'homme dans un certain nombre de pays et notamment les formes contemporaines de l'esclavage, les droits de l'homme des détenus, la liberté de mouvement et les activités humanitaires. Elle a aussi examiné les communications présentées conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social et a porté à l'attention de la Commission celles dont elle avait raisonnablement lieu de croire qu'elles révélaient l'existence d'un ensemble de violations flagrantes, systématiques et dûment attestées des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

9. Conformément à son mandat, la Sous-Commission a poursuivi ses recherches, ses études et ses activités de normalisation dans le domaine des droits de l'homme.

10. A cet égard, l'attention de la Commission est appelée sur l'étude relative à la promotion de la réalisation du droit fondamental à un logement adéquat qui a été entreprise par le Rapporteur spécial, M. R. Sachar, et que la Sous-Commission a achevé à sa quarante-septième session. Le rapport final, accompagné de recommandations, a été publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/1995/12.

11. Après avoir examiné un autre rapport final, celui qu'avait présenté le Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene A. Daes (E/CN.4/Sub.2/1995/26), et le projet de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones qui était joint en annexe audit rapport, la Sous-Commission a prié le Rapporteur spécial d'établir un rapport supplémentaire en se fondant sur les observations et les renseignements reçus (résolution 1995/40).

12. L'attention de la Commission est appelée aussi sur le projet de programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (E/CN.4/Sub.2/1995/28/Add.1) qui a été remanié par le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage et est maintenant transmis à la Commission pour adoption (résolution 1995/16).

13. La Sous-Commission a en outre recommandé la création d'un groupe de travail à composition non limitée de la Commission pour élaborer des principes directeurs concernant les programmes d'ajustement structurel et les droits économiques, sociaux et culturels (résolution 1995/32).

14. La Sous-Commission a proposé aussi l'organisation d'un séminaire d'experts sur la pratique de l'expulsion forcée, l'organisation d'un deuxième atelier sur une éventuelle instance permanente pour les autochtones, la mise en place d'une base de données sur les états d'exception et les questions connexes relatives aux droits de l'homme et l'actualisation de la résolution de l'Assemblée générale par laquelle a été créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones.

15. La Sous-Commission a également recommandé la nomination de trois nouveaux rapporteurs spéciaux chargés de faire des études sur le viol systématique et l'esclavage sexuel en période de conflit armé, les implications, pour les droits de l'homme, de l'action de l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance humanitaire, et la reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme (voir aussi le paragraphe 35 ci-dessous).

II. DECISIONS PRISES PAR LA SOUS-COMMISSION CONCERNANT SES METHODES DE TRAVAIL

16. Aucun groupe de travail de session n'a été créé en 1995 pour examiner les méthodes de travail de la Sous-Commission. Toutefois, la Sous-Commission a longuement débattu de diverses questions se rapportant à son rôle, à son mandat et à l'organisation de son travail et notamment des questions soulevées par l'application de sa décision 1994/117 portant sur le temps de parole, l'attribution du temps de parole et l'ordre des orateurs.

17. A l'issue de la discussion, (voir E/CN.4/Sub.2/1995/SR.19, 20, 23 et 35), la Sous-Commission a décidé d'adopter les règles ci-après concernant ses méthodes de travail, qui entreront en application, à titre expérimental, à sa quarante-huitième session :

a) Tous les participants voulant exercer leur droit de réponse feront leur déclaration à ce titre exclusivement à la fin du débat consacré à chacun des points de l'ordre du jour;

b) Les dénonciations de cas de violations des droits de l'homme et les accusations spécifiques formulées au titre du point 6 ne peuvent pas être répétées au titre d'un autre point de l'ordre du jour (décision 1995/112).

18. La Sous-Commission a également décidé de réserver, lors de sa quarante-huitième session, au moins une séance privée au cours de laquelle seuls les membres de la Sous-Commission pourraient prendre la parole, pour permettre aux experts et à leurs suppléants d'avoir un échange de vues sur divers sujets (décision 1995/114).

III. METHODES DE TRAVAIL CONCERNANT LE POINT DE L'ORDRE DU JOUR RELATIF AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

19. A la suite des débats sur cette question et des décisions adoptées à ce propos à sa session précédente, la Sous-Commission a décidé, compte tenu des bons résultats de la pratique consistant à examiner le point 6 de l'ordre

du jour en début de session 1/, de poursuivre cette pratique et d'examiner à sa quarante-huitième session, en 1996, le point 6 le lendemain de l'adoption de l'ordre du jour (décision 1995/113).

20. La Sous-Commission a aussi décidé d'examiner, à sa quarante-huitième session, le meilleur moyen de s'acquitter de son mandat au titre du point 6 de son ordre du jour relatif aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en tenant compte des renseignements provenant de toutes les sources dignes de foi. A cet égard, et étant donné l'intérêt porté aux renseignements contenus dans les rapports des rapporteurs spéciaux et des présidents-rapporteurs des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission a prié le secrétariat, d'une part, de mettre ces rapports à la disposition des experts qui en font la demande, à la quarante-huitième session, et, d'autre part, d'engager les consultations voulues avec les rapporteurs spéciaux et les présidents-rapporteurs, en particulier lors de leur réunion annuelle commune, de façon que leurs préoccupations et celles de la Sous-Commission puissent être prises en considération (décision 1995/115).

IV. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX SURVENUS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

21. Comme par le passé, la Sous-Commission a examiné à sa quarante-septième session, au titre du point 4 de son ordre du jour intitulé "Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée", les rapports soumis par l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui donnaient des informations sur l'évolution récente de leurs travaux. A propos de divers points de l'ordre du jour, la Sous-Commission a également examiné dix lettres reçues de gouvernements, 58 exposés écrits soumis par des organisations non gouvernementales et un certain nombre de documents établis par le Secrétaire général donnant des renseignements sur des faits nouveaux se rapportant à différents points de l'ordre du jour.

22. La Sous-Commission a aussi axé son attention sur l'évolution récente de la situation effective des droits de l'homme dans plusieurs pays et territoires en se fondant sur les informations qui lui avaient été soumises par des membres, des gouvernements observateurs et des organisations non gouvernementales. Elle a examiné en particulier, avant de prendre des mesures à ce sujet, la situation sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (résolutions 1995/1, 1995/8 et 1995/10), au Moyen-Orient (résolution 1995/2), en Iraq (résolution 1995/3 et décision 1995/107), au Rwanda

1/ Dans sa décision 1994/117, la Sous-Commission a décidé, entre autres, qu'à sa quarante-septième session, elle examinerait, à titre expérimental, le point 6 de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme" dès l'adoption de son ordre du jour.

(résolution 1995/5), en Colombie (résolution 1995/6), au Guatemala (résolution 1995/7), dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés par Israël (résolution 1995/9), au Burundi (résolution 1995/11), en Afrique du Sud (résolution 1995/12), en République islamique d'Iran (résolution 1995/18) et en Turquie (décision 1995/108).

23. Un certain nombre de projets de résolution sur la situation des droits de l'homme dans plusieurs autres pays et territoires ont été soit rejetés lors d'un vote soit retirés par leurs auteurs (voir par. 210 à 215, 224 à 229 et 247 à 249 du rapport de la Sous-Commission).

24. Des déclarations ont été faites par le Président au nom de la Sous-Commission sur la question de la prise d'otages et de l'assassinat d'otages et sur la question de la loi d'amnistie au Pérou (voir respectivement les paragraphes 158 à 163 et 336 à 338 du rapport de la Sous-Commission).

25. La Sous-Commission a examiné une autre nouvelle question à sa quarante-septième session, celle des effets traumatisants des mines terrestres antipersonnel (résolution 1995/24).

26. On peut aussi mentionner la résolution 1995/4 intitulée "Lutte contre l'incitation à la haine et au génocide, en particulier par les médias" et la résolution 1995/25 de la Sous-Commission, intitulée "Protection de toute personne par les autorités compétentes contre toute menace, action de représailles, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime, pacifique et non violent du droit d'oeuvrer en faveur de la défense des droits de l'homme".

27. La Sous-Commission a aussi examiné, au titre du point 13 de l'ordre du jour intitulé "La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie", la question des essais nucléaires et de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout le droit à la vie, mais elle n'a pris aucune décision sur les projets de résolution qui ont été soumis concernant cette question (voir paragraphes 372 à 386 du rapport de la Sous-Commission).

28. La Sous-Commission n'a pas non plus pris de décision quant aux projets de résolution relatifs à la question du terrorisme international, examinée au titre du point 4 de l'ordre du jour (voir paragraphes 97 à 109 du rapport de la Sous-Commission).

V. RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

29. Au paragraphe 12 de sa résolution 1995/26, la Commission des droits de l'homme a invité son Président à informer la Sous-Commission du débat consacré au point 19 de l'ordre du jour de la Commission intitulé "Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa quarante-sixième session :

a) Questions relatives aux autochtones".

30. Conformément à cette résolution, une invitation a été adressée au Président de la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme, M. Musa bin Hitam. Malheureusement, ni le Président ni aucun autre membre du Bureau de la Commission des droits de l'homme n'a pu venir à Genève aux réunions de la Sous-Commission. Le 14 août 1995, le secrétaire de la Sous-Commission a lu une déclaration du Président de la Commission (voir E/CN.4/Sub.2/1995/SR.19).

31. Après avoir noté la contribution positive de la Sous-Commission à la promotion et à la protection des droits de l'homme et l'esprit de coopération qui régnait entre la Commission et la Sous-Commission, le Président de la Commission a notamment insisté sur la nécessité que l'impartialité et l'objectivité de la Sous-Commission et l'indépendance de ses membres et de leurs suppléants en restent les principes directeurs. Il a dit en outre que la Commission était convaincue qu'il importait pour la crédibilité et l'efficacité de la Sous-Commission, en tant qu'organe d'experts spécialisés dans les droits de l'homme, que les gouvernements ne proposent comme membres et comme suppléants de la Sous-Commission et que la Commission n'élise que des personnes ayant une véritable expérience dans le domaine des droits de l'homme et capables d'agir indépendamment de leur gouvernement.

32. Le Président a souligné le rôle utile que la Sous-Commission pouvait jouer en tant qu'organe d'experts indépendants, notamment en examinant les faits nouveaux qui se produisent dans le domaine des droits de l'homme et en offrant aux organisations non gouvernementales un cadre où s'exprimer pour faire avancer la noble cause de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans le monde.

VI. RAPPORTS ET ETUDES

33. Au paragraphe 5 de sa résolution 1995/26, la Commission des droits de l'homme a prié de nouveau la Sous-Commission d'appliquer pleinement les principes directeurs annexés à la résolution 1992/8 de la Sous-Commission, notamment ceux relatifs au nombre des études et à l'obligation de présenter un document préparatoire avant qu'une étude soit confiée à un rapporteur spécial.

34. A cet égard, l'attention de la Commission des droits de l'homme est appelée sur l'annexe V du rapport de la Sous-Commission. Dans la partie A de l'annexe sont cités deux rapports qui ont été établis par des rapporteurs spéciaux et achevés à la quarante-septième session de la Sous-Commission. La partie B contient la liste de huit études et rapports en cours d'établissement, confiés à des rapporteurs spéciaux en vertu de décisions des organes délibérants. Le rapport annuel qu'établit régulièrement le Rapporteur spécial depuis 1987 est cité dans la partie C. Dans la partie D sont indiqués les documents de travail et autres documents sans incidence financière qui sont confiés à des membres de la Sous-Commission. Enfin, dans la partie E sont mentionnés trois nouvelles études et nouveaux rapports qu'il est recommandé à la Commission des droits de l'homme d'approuver (voir projets de décision 1, 2 et 3 au chapitre I.B du rapport de la Sous-Commission).

35. Il convient d'ajouter qu'avant de proposer ces trois nouvelles études, la Sous-Commission a dûment examiné les documents préparatoires suivants :

a) Le document préparatoire présenté par Mme Linda Chavez sur la question des viols systématiques, de l'esclavage sexuel et des pratiques analogues à l'esclavage en temps de guerre (E/CN.4/Sub.2/1993/44);

b) Le document de travail sur la situation en ce qui concerne le viol, l'esclavage sexuel et les pratiques esclavagistes systématiques en temps de guerre, y compris en période de conflit armé interne, présenté par Mme Linda Chavez conformément à la décision 1994/109 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1995/38);

c) Le document préparatoire soumis par Mme Claire Palley sur la question du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les activités d'assistance humanitaire internationales et la sauvegarde des droits de l'homme, compte tenu du principe de non-ingérence (E/CN.4/Sub.2/1993/39);

d) La définition reconnaissant comme un crime international les violations flagrantes et massives des droits de l'homme : un document de travail présenté par M. Stanislav Chernichenko en application de la décision 1992/109 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1993/10 et Corr.1).

VII. RESOLUTIONS ET DECISIONS

36. En plusieurs occasions, la Commission a invité la Sous-Commission à donner toute l'attention voulue aux projets de résolution proposés pour adoption en s'efforçant d'obtenir le plus large accord possible à leur sujet et en tenant compte du fait que ces projets ne doivent porter que sur des sujets ayant été étudiés à fond par la Sous-Commission ou par ses groupes de travail et doivent correspondre à son rôle en tant qu'organe d'experts indépendants.

37. Tenant compte de cette demande, les membres de la Sous-Commission se sont efforcés, en rédigeant résolutions, décisions et autres propositions, de parvenir à l'accord le plus large possible à leur sujet avant de les présenter. On peut lire dans le rapport de la Sous-Commission que 53 résolutions et décisions sur 59 ont été adoptées sans avoir été mises aux voix, ce qui illustre les efforts déployés par les membres de la Sous-Commission pour travailler dans l'harmonie et de la manière la plus constructive qui soit.

38. Les sections A et B du chapitre II du rapport de la Sous-Commission contiennent 40 résolutions et 19 décisions qui ont été adoptées à sa quarante-septième session. L'attention de la Commission est appelée en particulier sur les sections A et B du chapitre I qui contiennent respectivement deux projets de résolution et dix projets de décision recommandés à la Commission des droits de l'homme pour adoption. L'annexe IV du rapport de la Sous-Commission contient une liste de résolutions et de décisions de la Sous-Commission relatives à des questions portées à l'attention de la Commission des droits de l'homme et devant être examinées par celle-ci ou appelant des décisions de sa part.

VIII. QUESTIONS DIVERSES

39. Le 8 août 1995, a été organisé, pour la deuxième fois, une séance conjointe du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et de la Sous-Commission 2/. L'attention de la Commission des droits de l'homme est appelée sur la déclaration émanant de cette séance commune qui a été approuvée le 18 août 1995 (voir paragraphe 129 du rapport de la Sous-Commission).

40. Comme l'année précédente, la Sous-Commission a constitué un groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation à propos du point 10 de l'ordre du jour concernant l'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus. Ayant pris note du rapport du groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/1995/16 et Corr.1), la Sous-Commission l'a prié de poursuivre, à la quarante-huitième session, l'examen des principes et directives fondamentaux proposés par l'ancien Rapporteur spécial, M. Theo van Boven, dans son étude sur le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des personnes victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en vue de réaliser des progrès sensibles dans ce domaine. Elle a prié M. van Boven de lui soumettre, en temps voulu pour qu'elle puisse l'examiner à sa quarante-huitième session, sans incidences financières, un projet révisé d'ensemble de principes et de directives fondamentaux sur les recours existants, à la lumière des instruments internationaux pertinents (décision 1995/117).

41. Sur les 26 membres de la Sous-Commission, 25 ont été présents pendant la plus grande partie de la session. Ni M. Miguel Limón Rojas ni son suppléant, M. Héctor Fix Zamudio n'ont pu y participer. Dans tous les autres cas, lorsqu'un membre s'est trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances, il/elle a été en règle générale remplacé(e) par son suppléant/sa suppléante.

42. Etaient également représentés à la session 95 Etats, invités en tant qu'observateurs (contre 89 l'année dernière), 7 organismes des Nations Unies (contre 5 l'année dernière), 5 institutions spécialisées (contre 3 l'année dernière), 6 organisations intergouvernementales ou autres (contre 3 l'année dernière), 1 mouvement de libération nationale (comme l'année dernière) et 123 organisations non gouvernementales (contre 115 l'année dernière).

43. Tout a été mis en oeuvre pour organiser les travaux de la quarante-septième session de la Sous-Commission dans le temps qui lui était normalement imparti. Les demandes de réunions supplémentaires n'ont pas été agréées en raison des difficultés financières de l'Organisation. Durant toute la session, il n'a été perdu que 3 heures 30 minutes de temps de séance, des réunions s'étant terminées avant l'heure prévue.

^{2/} La première réunion conjointe de ces deux organes a eu lieu en août 1991.